

## – Retour d’emballages au fournisseur

		18-avr		
401	Fournisseurs		3 521,60	
6136	Malis sur emballages		400,00	
44566	TVA sur autres biens et services		78,40	
4096	Fournisseurs, créances pour emballages à rendre			4 000,00
	Facture d’avoir A2125 du fournisseur Matériaux Nouveaux			
	mali sur emballages : $200 \times (20 - 18)$			

## – Retour d’emballages par le client

		20-avr		
4196	Clients, dettes pour emballages consignés		220,00	
708	Produits des activités annexes			44,00
44571	TVA collectée			8,62
411	Clients			167,38
	Facture d’avoir A212 au client Bâtisseurs du Centre			
	prix de cession des emballages : $2 \times 22$			

## – Acquisition d’un chariot élévateur

		25-avr		
21541	Matériel industriel – Structure		23 040,00	
21542	Matériel industriel – Système de levage		8 960,00	
44562	TVA sur immobilisations		6 272,00	
404	Fournisseurs d’immobilisations			38 272,00
	Achat d’un chariot élévateur. Composant : $32\,000 \times 28\%$			

## – Paiement du solde de l’installation de la climatisation

		30-avr		
404	Fournisseurs d’immobilisations		55 082,40	
512	Banque			55 082,40
	Paiement du solde sur installation de la climatisation			

## APPLICATION 13 p. 215] QCM

Répondez par « oui » ou par « non » aux affirmations ci-dessous ou choisissez le résultat exact en donnant toutes explications utiles (plusieurs réponses peuvent être possibles dans certains cas).

1. Un élément est identifiable lorsqu’il est possible de le séparer des autres éléments du patrimoine de l’entreprise.

Oui. Un élément ne peut être identifiable que s’il est possible de lui attribuer une valeur propre.

2. La valeur économique positive d’un élément se définit par le fait qu’il est possible de le vendre.

Non. La valeur économique positive d’un élément est liée à la possibilité qu’il puisse dégager des flux de trésorerie futurs.

3. Les éléments qui ne procurent pas directement de flux de trésorerie ne peuvent pas être inscrits en immobilisations.

Non. Certains éléments ne procurent pas de flux de trésorerie de manière directe mais contribuent au fonctionnement de l’entreprise (c’est le cas des immobilisations dites de support : ordinateurs du service comptable...).

4. Un bien acquis pour une valeur inférieure ou égale à 500 € ne peut pas être inscrit en immobilisations.

Non. L’entreprise conserve la possibilité de ne pas suivre la règle fiscale et d’immobiliser, puis d’amortir ce bien.

5. Lorsque la durée résiduelle d’un prêt devient inférieure à un an, ce prêt ne figure plus dans les immobilisations financières.

Non. C’est la durée initiale du prêt qui conditionne son inscription en immobilisations financières.

6. Le coût d’acquisition d’une immobilisation comprend les droits de douane et la TVA non déductible.

Oui. Les impôts non déductibles sont un élément du coût d’acquisition.

7. Une immobilisation est acquise pour un prix de 10 000 € HT, sous déduction d’une remise de 4 % et d’un escompte de règlement de 2 %. Le transporteur facture 600 € HT. Le coût d’acquisition est de :

☐ 9 972,48 €.

☒ 10 008 €.

☐ 10 200 €.

Prix d’acquisition net de réductions :  $10\,000 \times 0,96 \times 0,98 = 9\,408$  €.

Coût total :  $9\,408 + 600 = 10\,008$  €.

10 003,36 € : prix d’acquisition en euros :  $10\,000 / 1,19 = 8\,403,36$  €.

8. Une immobilisation est acquise aux États-Unis dans les conditions suivantes : montant facturé par le fournisseur : 10 000 USD ; droits de douane : 400 € ; frais de livraison et d’installation : 1 200 €. Cours : 1 € = 1,19 USD à la facturation et 1,23 USD lors du paiement. Le coût d’acquisition est de :

☐ 9 330,08 €.

☐ 9 603,36 €.

☒ 10 003,36 €.

Coût total :  $8\,403,36 + 400 + 1\,200 = 10\,003,36$  €.

9. Un bien obtenu gratuitement est comptabilisé à l’actif du bilan pour une valeur nulle.

Non. Il est comptabilisé pour sa valeur vénale.